

CRISE ENTRE LA J.E.C. ET LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE

« Chaque fois que je me sens heurté par une méthode communiste, et essaie de la comprendre de l'intérieur, je n'ai qu'à me tourner vers son analogue dans le cléricalisme traditionnel, de l'inquisition et du procès de Galilée à la Guépéou et aux procès de Moscou, de la paralysie du laïcat auprès de la hiérarchie à la paralysie du mouvement ouvrier sous le pouvoir du Parti. C'est à se demander s'il n'y a pas une sociologie des Eglises naissantes qui se reproduit identique à travers l'Histoire. »
 (E. Mounier, *Feu la Chrétienté*).

La presse a suffisamment fait le parallèle entre les méthodes employées par le P.C. pour mettre au pas ses étudiants et ses intellectuels et celle de la Hiérarchie catholique vis-à-vis de la jeunesse étudiante chrétienne pour ne pas s'y attarder de nouveau.

Comme on le sait, l'Episcopat français a posé, par l'intermédiaire de Monseigneur Veillot, aux dirigeants de la J.E.C. cinq questions auxquelles ils devaient répondre par oui ou par non, en les sommant de donner leurs réponses sur-le-champ. Moins de huit jours plus tard paraissait dans la presse un communiqué de l'Episcopat qu'il est inutile de commenter. « Ceux des dirigeants qui ont donné une réponse négative ont manifesté à l'évidence qu'ils ne sont plus habilités à porter la responsabilité de ces mouvements d'action catholique. » Le même jour, l'Episcopat français adressait un blâme à « Témoignage Chrétien » pour avoir publié en même temps que des extraits de la « Semaine des Intellectuels catholiques » un article de R. Garaudy et un article du R.P. Jolif qui lui répondait.

Ce « coup de barre à droite » devait dès lors faire couler beaucoup d'encre et susciter de nombreuses prises de position. La première connue fut celle du M.R.J.C. (nouveau sigle de la J.A.C.) qui signifiait

explicitement sa désapprobation devant la décision de l'Episcopat. Depuis, de nombreux militants ouvriers et paysans ont fait connaître leur profond désaccord et la plupart des anciens responsables nationaux de la J.E.C. ont exprimé leur inquiétude dans une lettre collective à Monseigneur Veillot. Plus récemment, 67 responsables chrétiens en milieu étudiant communiquaient à la presse une lettre ouverte dans laquelle ils faisaient part de leur situation marginale et de l'impossibilité pratique d'être reconnus dans l'Eglise avec leur engagement. Ils étaient amenés à contester le statut de l'action catholique qui correspond à une conception contestable de « détachement » de l'Eglise, « mandaté » par la Hiérarchie, c'est-à-dire sous sa coupe, à but d'évangélisation d'un milieu donné.

A travers la crise de la J.E.C., c'est donc tout le problème de la place et du rôle des structures de l'Eglise dans la société qui est posé, l'Eglise n'étant pas simplement une institution hiérarchisée, mais le « Peuple de Dieu », pour reprendre la terminologie théologique du Concile. C'est à partir de là que la J.E.C. devait amorcer la réflexion qui l'amenait à apporter des éléments de réponse partiels mais suffisants pour provoquer une crise avec la hiérarchie. « Nous sommes membres de l'Eglise et membres du monde ; notre enracinement est double : enracinement auprès des hommes, enracinement dans la foi de l'Eglise. Mais annoncer ce double attachement ne suffit pas, car si nous réfléchissons un peu sur notre attachement au monde, que nous soyons syndicalistes, militants politiques, responsables de jeunes, nous constatons que notre attachement au monde consiste à vouloir le transformer. »

Par là même, la J.E.C. était amenée à approfondir la notion d'engagement, mais

aussi à dégager des exigences quant au dialogue. C'est ainsi qu'on trouve dans les cahiers de la J.E.C. Universitaire : « S'engager, c'est d'abord opter pour le copain d'à côté, mais c'est aussi s'interroger sur la société que l'on veut, et en tirer les conséquences. En France, sous le régime capitaliste européen, être pour une école démocratique, c'est aussi être contre les forces qui ralentissent la démocratisation. Être pour une vie professionnelle non abrutissante (où les notions de responsabilité, d'équilibre, d'épanouissement culturel veulent dire quelque chose) c'est être contre les forces qui modèlent une vie professionnelle imbécile et irresponsable ; si l'on veut être avec le monde et ne lutter contre personne, on se condamne au respect de « tous les hommes », mais on oublie que pour nous il s'agit moins de respecter que d'aimer ». Enfin dans le même texte intitulé « Pourquoi la J.E.C. », on trouve cette phrase qui nous change des déclarations traditionnellement sectaires de l'Eglise : « Si nous acceptons de donner et de recevoir, que ce soit dans la simplicité, c'est-à-dire sans nous imaginer que nos propositions soient plus évangéliques que celles du camarade ou du mouvement d'en face ».

Mais la J.E.C. n'entendait pas en rester aux pétitions de principe à usage interne. Les prises de position dans le journal *Le Cri*, rejetant le plan Fouchet, soutenant les revendications de l'U.N.E.F., ou encore vis-à-vis de l'Espagne ou du caractère réformiste du dernier livre du Club Jean-Moulin l'ont clairement exprimé. D'autre part, l'action commune avec des mouvements, syndicats et organisations politiques étudiantes (débat *Clarté-Le Cri*, meetings communs, commissions d'étude sur l'enseignement) ont montré que la J.E.C. avait une tout autre nature que celle de force d'appoint morale.

Malheureusement, l'Episcopat, en raison de son incompréhension des problèmes posés par la J.E.C., incompréhension qui n'est pas étrangère à l'intégration de l'Eglise, stoppait brusquement l'effort amorcé. Elle estimait que c'était à elle de dicter les positions temporelles qu'elle pouvait prendre. Ce qui n'empêchait pas d'autres mouvements non « mandatés » de prendre en conscience toutes les positions qu'ils jugeraient bon de prendre. Ainsi, la Hiérarchie française vient-elle d'instituer une curieuse dichotomie entre l'action catholique « apostolat le plus noble à cause de l'association la plus étroite que cette forme réalise entre l'action de la hiérarchie et l'apostolat propre aux laïcs » (*La Croix*), et les autres mouvements catholiques « non mandatés ». Cette prise de position est d'autant plus grave que le rôle des laïcs n'a pas encore été défini par le concile.

Il se peut que cette nouvelle crise éloigne de l'Eglise des chrétiens sensibles à ses aspects les plus visibles. L'analyse des termes qui constituent le fond du conflit, de son contexte et des réactions qu'il suscite nous permet de penser qu'il s'agit là de tout autre chose qu'un coup de « crosse sans lendemain ». C'est aux chrétiens engagés, et ils sont relativement nombreux dans notre Parti, d'intervenir à tous les niveaux en faisant part de leur expérience vécue.

Ils démontrent quotidiennement que chrétiens et athées peuvent lutter ensemble pour une autre société dans un même engagement nourri de la tradition historique du mouvement ouvrier qui comprend le marxisme.

Jean Tercé,
Philippe Xambeu,
Rolland Millier.